

Faut-il taxer les riches ?

Université populaire graines de savoirs

JL Odekerken
29 janvier 2025

Pour survivre il nous faut satisfaire un certain nombre de besoins : se nourrir, se vêtir, se soigner, se déplacer ... et faire les dépenses correspondantes. Et nous avons un premier choix à faire, soit chacun assure ses propres dépenses, soit la collectivité prend en charge tout ou partie de ces dépenses. Toutes les sociétés prennent en charge une partie plus ou moins grande des dépenses nécessaires à la satisfaction des besoins humains. Dès la préhistoire, nous sommes dans ce type d'organisation, en particulier pour la chasse qui est collective, ensuite des règles de partage se mettent en place. Les animaux le font également, la règle de partage est souvent la force, la ruse ou le premier arrivé. Toute société a donc besoin d'un système fiscal, la grande question est de tracer la frontière entre ce qui peut se faire individuellement ou collectivement. L'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 répond partiellement à cette question puisque « pour l'entretien de la force publique et pour les dépenses de l'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre les citoyens à raison de leurs facultés ».

Précision technique : Prélèvements Obligatoires (PO) correspondent au total des impôts nationaux et locaux + cotisations. Ces PO sont pris sur la production réalisée chaque année, le PIB. En France le PIB 2023 était de 2800 milliards d'euros ou 3080 milliards de dollars, soit environ 45 000 € par habitant (enfants compris).

1-Taxer est une nécessité

Avant de répondre à la question de taxer les riches, réfléchissons à la question de taxer. Il n'y a pas souvent de plaisir à payer des impôts, même si nous pouvons penser que c'est raisonnable. Les êtres humains voient immédiatement le déplaisir qu'il y a à payer des impôts et passent sous silence les services que nous recevons en échange. Cette « ponction » a trois principaux objectifs : financer l'action publique, réduire les inégalités et modifier les comportements des consommateurs.

A-L'action publique est une contrepartie des impôts.

Historiquement la nécessité d'agir collectivement est la première raison de l'apparition d'un système fiscal, en particulier pour financer l'effort de guerre. Aujourd'hui en France l'action publique couvre un champ d'intervention beaucoup plus large en particulier par le biais de la protection sociale. 56% des PO sont utilisés pour cette protection, 9% pour l'éducation (voir le document « que financent 1000€ d'impôts ? » (doc 1).

Imaginons que nous ayons la mauvaise idée de privatiser ces deux secteurs. Le coût de la scolarité est en moyenne de 8480€ par an et par élève (2016), ce qui représente pour une famille de 2 enfants 1400€ par mois (doc 2), en janvier 2024 le SMIC net est à 1398€. Le coût moyen annuel pour la santé est de 3500€ par an et par personne, actuellement le reste à charge annuel est de 250 €. En cas de privatisation totale du système de santé, pour une famille avec 2 enfants cela représenterait une dépense mensuelle de 1083€. Nous parlons ici en moyenne, si vous avez à soigner une maladie grave, prenons l'exemple du cancer, en 2017 c'était 21 000€

(source : Asteres). Si nous prenons seulement ces deux secteurs vous auriez une dépense de 2483€ par mois, mais vous ne verseriez plus de cotisations sociales, ni la part de l'impôt qui va à l'Education Nationale, c'est à dire en moyenne 2229€ par mois pour un couple (sur la base de PO à 50% du PIB). La privatisation de ces deux secteurs vous coûterait 250€ de plus par mois, sans compter les dividendes qui seraient versés aux actionnaires. Une partie de la population pourrait supporter cette charge, mais comme nous avons réfléchi en moyenne une autre partie ne le pourrait pas. Les moins favorisés iraient moins longtemps à l'école, se soigneraient moins bien. Nous aurions globalement une population moins formée et en moins bonne santé, ce qui aurait un impact négatif sur les entreprises qui devraient former leur main-d'oeuvre qui serait en moins bonne santé.

Les calculs que j'ai fait sont une approximation, les chiffres ne sont malheureusement pas tous de la même année. Mais ce que je veux vous faire comprendre, c'est que ceux qui réclament une baisse des impôts ne vont pas jusqu'au bout de leur réflexion. Une baisse des impôts signifie toujours une baisse des services publics et une augmentation des services privés (moins de public = plus de privé et donc versement de dividendes). Et je n'aborde que la question des coûts, mais la privatisation entraîne moins de solidarité et même les plus favorisés peuvent se laisser surprendre par les accidents de la vie qui dans le cadre de la protection sociale sont pris en charge par la collectivité. Imaginons une épidémie grave où une partie de la population n'a pas accès aux soins...

B-Le niveau de PO

Les néo-libéraux veulent une imposition la plus faible possible et se basent sur la courbe de Laffer pour en démontrer la nécessité (doc 3). Où est le taux optimal ?

En France le taux marginal le plus élevé est sur la 5^e tranche à 45% sur la part du revenu annuel dépassant 177 106€. De la seconde guerre à 1984 ce taux a varié entre 90 et 60%. Aux Etats-Unis entre 1932 et 1980 variation entre 70 et 94% (doc 4). Dans les deux cas ces deux pays ont connu de longues période de croissance. Nous ne sommes donc pas certains que le vieil adage néo-libéral « trop d'impôt tue l'impôt » corresponde à la réalité, dans tous les cas le taux optimal de la courbe de Laffer est beaucoup plus à droite que sur le schéma.

Dans l'Union Européenne le taux de prélèvements obligatoires varie de 48% (France) à 22% (Irlande), l'Allemagne est à 42% et les Etats-Unis à 27% (avant réforme Biden), mais ces chiffres ne sont pas comparables. Les pays qui ont les plus forts taux, sont des pays qui ont fait le choix de faire collectivement des dépenses qui dans les pays qui ont un taux plus bas sont assurés par le secteur privé. Les dépenses de santé ou d'assurance retraite réalisées dans le domaine privé ne sont pas comptées dans les prélèvements obligatoires. Globalement toute dépense qui n'est pas faite par l'action publique est faite par le secteur privé, mais pour profiter de ces dépenses privées il faut être assuré, ou bien vous ne vous soignez pas, vous n'avez pas de retraite et vous n'envoyez pas vos enfants à l'école. Pour faire une véritable comparaison il faudrait additionner prélèvement obligatoires et assurances privées quasi obligatoires.

2-Pourquoi doit-on taxer les riches ?

Nous parlons beaucoup des impôts, mais la question la plus importante est de savoir comment est répartie la charge fiscale sur l'ensemble de la population. L'assiette de l'impôt, c'est à dire ce sur quoi porte l'impôt, joue un rôle fondamental dans cette répartition de la charge fiscale.

A-Injustice du système fiscal et nécessité de réduire les inégalités

L'assiette de la gabelle (entre le XIII^e et 1790, fin définitive officielle en 1945) était le

sel (également sur les vins et les draps au XIII^e), denrée essentielle avant les frigos et donc que tout le monde devait payer dans les régions de gabelle, la TVA de l'époque. Pire que la TVA en matière de justice puisque toutes les régions ne la payaient pas et son niveau était différent d'une région à l'autre. On ne la payait pas en Bretagne, sous Louis XIV un kg de sel y valait 1 sou, et dans le Maine voisin (pays de grande gabelle) le même kg valait 12 sous, soit un impôt de plus de 1000%. La TVA est une petite joueuse mais reste injuste, car bien que le taux soit le même pour tous, cela représente un effort plus important si votre revenu est faible. Ainsi avec un revenu mensuel de 1800€ et une TVA à 20%, vous payez 360€ d'impôt par mois si vous consommez la totalité de votre revenu et donc 20% de votre revenu. Avec un revenu de 7000€ et une consommation de 4000€, vous payez 800€ d'impôt soit 11% de votre revenu. Proportionnellement les pauvres payent plus de TVA que les riches. Globalement les 10% des ménages les plus pauvres paient 12,5% de leur revenu en TVA, alors que les 10% les plus riches paient 5% de leur revenu.

Les impôts proportionnels (même taux pour tous) sont plus injustes que les impôts progressifs (le taux augmente avec l'assiette). (doc 5)

B-Besoin de recettes fiscales

Nous avons « un ras le bol des impôts » et ceux qui l'affirment mettent en avant le niveau des prélèvements obligatoires, mais n'est-ce pas l'injustice du système fiscal et son évolution au profit des plus favorisés depuis les années 1980 qui en est la cause ?

La nécessité d'avoir une population mieux formée, en capacité de mieux réfléchir, de lutter contre les fake news, une population en meilleure santé et de faire face au financement de la transition écologique... (liste non exhaustive) nous obligent à améliorer le système éducatif et le système de santé, à investir pour la transition écologique et donc à trouver des financements ou s'endetter. Il faut un système fiscal plus juste et plus efficace ... progressivité, lutte contre l'optimisation et la fraude.

C-Le ruissellement ou l'endettement sont-ils des solutions au manque de recettes fiscales ?

En 2021 Joe Biden a déclaré devant le congrès que « le ruissellement ça n'a jamais marché » et annoncé des projets d'augmentation des super-riches (il y a 3000 milliardaires dans le monde). Cette théorie du ruissellement portée par les néolibéraux nous dit qu'en baissant les impôts des plus riches cette richesse va ruisseler sur toute la population par un plus de croissance et d'emploi. La London School of Economics a fait une étude sur les 18 pays les plus riches depuis 1960. Elle constate que les inégalités augmentent mais qu'il n'y a aucun surplus de croissance et d'emploi lorsque les impôts des riches diminuent, ce qui est le cas depuis les années 1980. Rien à attendre du côté de cette théorie.

La solution est donc de s'endetter, ce qui n'est pas du goût des néolibéraux qui par leurs baisses d'impôts sont responsables d'une grande partie de l'endettement public. Même si l'endettement public n'est pas forcément une catastrophe, un pays endetté à 100% de son PIB a une dette équivalente à son revenu d'une année. Un ménage qui emprunte 200 000€ avec un revenu annuel de 40 000€ a une dette équivalente à 5 ans de revenu. Par contre il est préférable de faire payer des impôts à ceux qui peuvent le faire plutôt que d'emprunter et payer des intérêts à ceux qui peuvent prêter aux Etats, les riches qui payent moins d'impôts.

En France autour de 50 à 70 milliards d'euros par an (variable en fonction de l'évolution du taux d'intérêt). L'endettement public est donc une solution si chacun verse sa contribution « à raison de ses facultés » (article 13 de la Déclaration des droits de l'homme).

3-Comment taxer ?

A-Indispensable consentement à l'impôt

Le consentement ou son acceptation est souvent recherché par ceux qu'on appelait les exacteurs, du mot latin exactor, celui qui levait l'impôt et donc qui exigeait une créance. Mais depuis le XIV^e siècle ce terme est devenu péjoratif en désignant une extorsion par la force et donc un abus de pouvoir. Pendant longtemps la levée d'impôt a été perçue comme un abus de pouvoir, ce qui correspondait souvent à la réalité. Pour qu'il y ait consentement, il faut une contrepartie comprise et acceptée. Déjà dans la Bible, dans le livre de l'Exode (30, 12) probablement écrit au VII^e siècle avant notre ère (AEC), nous pouvons lire « ..chacun d'eux versera à Yahvé la rançon de sa vie... ». Dans les religions il y a souvent une offrande pour demander une grâce. En Grèce dès le V^e siècle AEC, les citoyens réunis en assemblée décident des finances publiques. Dans l'ouest de l'Europe il faut attendre le XIII^e-XIV^e pour voir des assemblées restreintes réunies par les rois et discuter impôts. Aujourd'hui, dans les démocraties la levée d'impôts est votée par une assemblée représentant le peuple, ce qui ne garantit pas un consentement absolu, la révolte des gilets jaunes en est un exemple. Pour qu'il y ait un réel consentement, il faut un système juste et efficace, et ressenti comme tel. Ce n'est pas la position des néolibéraux qui pensent que le consentement ne peut se faire qu'en diminuant les impôts et en minimisant le rôle de l'Etat.

B-Un système plus juste en renforçant la progressivité et en augmentant le nombre de tranches

Certains prélèvements sont proportionnels, c'est à dire que le taux est le même (ou à peu près) pour tous comme la TVA ou la CSG. D'autres sont progressifs, c'est à dire que le taux augmente avec la base comme l'impôt sur le revenu. Si nous partons du principe que chacun doit contribuer « à raison de ses facultés » les impôts proportionnels sont injustes. Nous avons vu précédemment que les 10% les plus défavorisés payaient 12,5% de leur revenu en TVA, alors que les 10% les plus favorisés payaient 5%. Ce qui fait que pour un couple avec deux enfants et un revenu de 25 000€, la TVA annuelle est de 3145€ et pour un couple avec deux enfants et un revenu de 100 000€, la TVA annuelle est de 5000€, ayant un revenu 4 fois supérieur au précédent il devrait payer 20 000€.

Globalement il faut donc (éventuellement à recettes fiscales globales constantes) rendre progressifs tous les impôts pour lesquels cela est possible, je pense en particulier à la CSG et à la CRDS. Par ailleurs nous pouvons augmenter la progressivité de l'impôt sur le revenu en augmentant le nombre des tranches (doc 6). Pourquoi pas une 6^e à 50%, une 7^e à 55% et une 8^e à 60% (rappelons que les taux à 90% n'étaient pas rares entre 1945 et 1980).

En même temps il faut modifier la répartition des différents impôts.

C-Modifier la répartition des différents prélèvements en augmentant les impôts des plus riches (doc 7)

Il faut baisser le volume de la TVA qui défavorise les défavorisés. Rendre la CSG progressive et rendre plus progressif l'impôt sur le revenu. Ces 3 impôts représentaient 440 milliards en 2023, il est possible de garder le même total, mais réparti différemment, par exemple 130 pour la TVA, 147 pour la CSG et 163 pour IR. Mais on peut également décider d'augmenter le total en taxant plus les plus favorisés, ce qui semble plus juste et donc plus acceptable avec un meilleur consentement à l'impôt sauf pour les plus riches qui pourtant resteront riches. Il y a de nombreuses autres possibilités de réformes, mais il y a une nécessité de réforme pour régler la question du déficit et sa conséquence, l'endettement public, qui n'est pas mauvais en soi mais

nous coûte autour de 50 à 70 milliards par an qui vont dans la poche des créanciers (je vous laisse deviner qui ils sont).

Conclusion

-140 pays ont décidé de taxer les bénéfices des entreprises à 15% minimum à partir du 1er janvier 2024 (récupération de 150 milliards au niveau mondial) ; Si une entreprise est taxée à moins de 15%, son pays d'origine a le droit d'empocher la différence

-millionnaires solidaires

-Les riches ne fuient pas ou peu. En France du temps de l'ISF 0,2 à 0,5% de ceux qui le payaient quittaient le pays. La France fait partie des pays les plus attractifs (doc 8).

Bibliographie

-Histoire de la fiscalité en France d'André Neurisse 1996

-Toujours plus pour les riches ATTAC 2018

-Notre argent public, pour mieux vivre ensemble Vincent Drezet et Ophélie Vildey 2021

-Histoire mondiale des impôts d'Eric Anceau et Jean-Luc Bordon 2022

-Autour d'impôt de Vincent Drezet et Ophélie Gath 2024